

Position de stratégie politique du MOC

Positionnement stratégique du MOC dans la perspective des élections européennes, fédérales et régionales de mai 2014

Les prochaines élections conjointes (européennes, fédérales et régionales) de mai 2014 s'inscrivent dans un grave contexte de crise. Il s'agit d'une crise globale, à la fois économique, sociale, environnementale et institutionnelle qui affecte et concerne directement tous les niveaux de pouvoirs concernés et dont l'ampleur de la gravité s'est dramatiquement accentuée avec l'effondrement en 2008 du secteur bancaire et financier. Ce contexte de crise favorise actuellement la mise en œuvre d'une virulente offensive idéologique et politique néolibérale qui s'attache à dé légitimer et à démanteler les modèles sociaux (européens et nationaux) et les systèmes de solidarité interpersonnels. Au niveau fédéral, les effets conjugués des politiques d'austérité et de la 6^{ème} réforme institutionnelle renforcent cette fragilisation des mécanismes de sécurité et de protection sociale tout en renforçant les inégalités sociales et la précarité des travailleurs et des allocataires sociaux. Au niveau régional, les coalitions « Olivier » sont traversées par des tensions importantes qui brouillent la lisibilité des objectifs poursuivis et posent des problèmes de gouvernance. De plus, les résultats de cette coalition sont mitigés. Dans le même temps, les libéraux sont sortis gagnants des dernières élections locales d'octobre 2012. Si cette tendance à la hausse devait se confirmer, un retour du MR au pouvoir au niveau des entités fédérées francophones est hautement envisageable, et ce dans un contexte où ces mêmes entités sont désormais appelées à gérer des compétences supplémentaires, relevant de la sécurité sociale et de l'emploi, dans un cadre budgétaire comprimé, avec tous les risques de régression sociale que cette situation comporte.

Il s'agit pour le Mouvement de proposer et de revendiquer une alternative politique égalitaire.

Ce travail d'opposition et de proposition doit prioritairement se concrétiser dans nos missions d'information, de sensibilisation et d'éducation permanente, et ce principalement dans le cadre de la campagne politique et de l'ensemble des initiatives qui vont s'y inscrire.

Cette campagne politique doit être pour nous l'occasion :

- de dénoncer clairement les impasses des politiques néolibérales d'austérité et leurs conséquences sur le plan social, démocratique et économique à tous les niveaux de pouvoir (régional, fédéral et européen).

Concernant la politique européenne, nous devons rappeler notre totale opposition au Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance (TSCG) de même que notre rejet du Pacte transatlantique sur le commerce et l'investissement (PTCI) entre l'Europe et les Etats-Unis.

- de replacer au cœur des débats publics et politiques notre revendication égalitaire ;
- de diffuser, d'expliquer et de débattre de notre programme politique (nos revendications) et des valeurs qui le gouvernent (Options fondamentales) ;
- de confronter nos revendications aux discours et programmes des partis politiques démocratiques à la fois par un travail d'analyse et un travail d'interpellation ;
- d'amener nos interlocuteurs politiques à clarifier leur positionnement et leur engagement sur nos points de revendications.

Concernant nos contacts politiques :

⇒ Au vu du climat idéologique ambiant, du contexte sociopolitique et institutionnel, des enjeux auxquels nous sommes confrontés (voir supra) et de nos Options fondamentales, notre objectif principal est la construction d'un rapport de force visant à défendre nos Options fondamentales. Il est essentiel que nous participions au recul des orientations libérales des politiques menées par quelque parti que ce soit, en particulier au vu du risque de voir notre modèle social basculer de l'assurance sociale vers l'assistance sociale.

⇒ En conséquence, nous nous devons d'évaluer les actions et les résultats des coalitions « Olivier » et de mettre en évidence l'écart croissant entre les options fondamentales des partis, leurs déclarations et leurs applications dans les politiques menées.

⇒ Nous réaffirmons la nécessité actuelle de maintenir des contacts politiques stratégiques avec le cdH, le PS et Ecolo.

Par contacts politiques stratégiques, nous entendons des contacts réguliers et structurés devant nous permettre de créer des rapports de force autour de nos choix fondamentaux de société susceptibles de renforcer la prise en compte de nos revendications et de notre programme politique au sein des sphères de décisions politiques.

Ce type de contacts est donc à distinguer :

- des contacts tactiques, sur des dossiers précis, à propos desquels nos interlocuteurs privilégiés ne sont pas tous sur la même longueur d'onde, et qui fait que nous pouvons nous trouver conjonctuellement en compagnie d'« alliés » ne partageant pas nos Options fondamentales.
- de la gestion de dossiers politiques que le MOC et ses organisations constitutives sont régulièrement amenés à prendre avec les diverses autorités politiques « de tutelle », quelle que soit leur identité idéologique, dans le cadre de la conduite et de la gestion des matières relevant de leur champ d'actions et/ou de leurs prérogatives.

⇒ Concernant nos contacts avec la « gauche radicale » démocratique, nous affirmons l'intérêt à entretenir avec elle un dialogue idéologique dans l'objectif de renforcer un discours progressiste réellement offensif qui puisse notamment faire contrepoids aux postures et argumentaires politiques qui font le jeu de la droite libérale en prétendant sauver par la même occasion les fondamentaux de notre modèle social (le « sans nous, ce serait pire »).

⇒ A Bruxelles et en Wallonie dans le cadre de la stratégie politique à mettre en place en vue des échéances électorales, ces contacts peuvent s'élargir au FDF.

A Bruxelles, étant donné la nécessité de s'assurer d'un accord fort avec les partis néerlandophones quant aux modalités de gestion des nouvelles compétences attribuées à la COCOM dans le cadre de la 6^{ième} réforme de l'Etat, il conviendrait également que des contacts soient pris avec les partis néerlandophones, et ce en bonne intelligence avec l'ACW.

⇒ Nous continuons à exclure tout contact politique stratégique avec le MR et, a fortiori, avec tous les autres partis qui se situeraient plus à droite encore.

⇒ Concernant nos contacts et nos éventuels soutiens politiques dans le cadre des élections européennes, ces derniers sont conditionnés à la prise en compte de nos revendications relatives au nécessaire renforcement du contrôle démocratique des instances européennes et au projet d'une Europe sociale forte, à rebours des politiques d'austérité instaurées par l'ensemble des dispositifs juridiques adoptés dans le cadre de la « nouvelle gouvernance économique européenne » et des logiques de dérégulations marchandes induites par la mise œuvre d'accords commerciaux internationaux tels que la Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP).